

AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET INTERNATIONAL

N° 002 /SNI/DG/DFR/DAG/DAG.A/ALM/COM/26

POUR LA PRE-QUALIFICATION EN VUE DE LA SELECTION PAR APPEL
D'OFFRES NATIONAL RESTREINT DE DEUX COMMISSAIRES AUX COMPTES
TITULAIRES ET DEUX COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS A LA
SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT (SNI)

1- CONTEXTE ET OBJET

La Société Nationale d'Investissement (SNI) est une société à capital public dont l'Etat du Cameroun est l'actionnaire unique. Elle pour mission principale de mobiliser des financements, de promouvoir l'investissement et d'assurer le suivi et l'évaluation des entreprises publiques et des sociétés à participation publique.

Conformément à l'article 53 du décret n°2024/292 du 10 juillet 2024 portant approbation des statuts de la SNI, l'Assemblée Générale nomme deux co-commissaires aux comptes titulaires, sur proposition du Conseil d'Administration, au terme d'un processus de sélection par appel à candidature. L'article 31 alinéa 2 du décret n°2019/320 du 19 juin 2019 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois n°2017/010 et 2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques précise que les commissaires aux comptes sont nommés au terme d'un processus de sélection après un appel à candidature conduit par le Directeur Général.

Selon l'article 702 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique faisant obligation à la société anonyme de nommer autant de suppléants qu'il y en a de commissaires aux comptes, la SNI, tenue de nommer deux commissaires aux comptes, doit en nommer deux titulaires et deux suppléants.

La mission des commissaires aux comptes consistera à vérifier les valeurs et les documents comptables de la SNI, à contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur et à émettre un avis sur les comptes consolidés de la SNI, conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques et aux normes de la profession.

A cet effet, le Directeur Général de la SNI lance un Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt à l'intention des sociétés d'expertise comptable pour le recrutement de deux commissaires aux comptes titulaires et deux commissaires aux comptes suppléants pour un mandat de six (6) ans couvrant les exercices allant de 2024 à 2029.

Les candidats retenus au terme de la consultation seront tenus à échéance, d'adresser les rapports et attestations (1) et d'accomplir toutes les diligences (2) prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Cameroun et applicables à la SNI.

2- CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt portent sur l'audit des comptes de la SNI conformément aux normes d'audit internationales applicables aux sociétés à capital public en République du Cameroun, notamment :

- la certification des comptes annuels individuels ;
- l'examen des états financiers semestriels ;
- la certification des comptes consolidés.

De manière spécifique, les commissaires aux comptes devront s'assurer de :

- la sincérité et de la régularité des états financiers ;
- l'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire la capacité de la SNI à préparer les états financiers fiables, à maintenir une comptabilité exhaustive de toutes les transactions, à sauvegarder ses actifs ;
- le respect des procédures de passation des marchés ;
- la qualité de la gestion des contrats conclus avec les tiers ;
- la conformité de l'exécution des activités au regard des exigences réglementaires relatives à la certification des comptes et au reporting à transmettre aux différents organes intéressés (Conseil d'Administration, Ministère des Finances, COBAC, etc.)
- la conformité des dépenses aux prévisions pour lesquelles les fonds ont été alloués ;
- l'observation des règlements et procédures ainsi que de l'utilisation efficace, efficace et économique des ressources.

Les commissaires aux comptes adresseront aux organes de gestion de la SNI et au Ministre chargé des finances au moins une (1) fois par an, un rapport général sur les comptes et les rapports spéciaux prévus par la réglementation en vigueur. Ils adresseront également au Directeur Général un rapport sur le contrôle interne.

Les commissaires aux comptes établiront toute attestation requise par un tiers habilité.

3- PARTICIPATION

La participation à cet Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt est ouverte aux sociétés d'expertise comptable agréées par la Commission Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et inscrites au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA). Les candidatures doivent être adressées en binôme comprenant un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant. Les candidats aux postes de commissaire aux comptes titulaire devront pouvoir justifier d'un agrément de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), d'une expérience d'au moins dix (10) ans et d'une notoriété avérées dans l'audit et le contrôle de grandes entreprises financières. Ils devront en outre justifier d'une maîtrise des normes IFRS, d'une expérience dans l'audit des comptes consolidés ainsi que dans le contrôle des fonds d'investissement.

4- COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

4.1. Volume A (Pièces administratives)

Le volume A comprend les documents suivants, en originaux ou copies certifiées conformes, datant de moins de trois (3) mois et valables pour l'exercice en cours :

1. une lettre de motivation dûment signée par le candidat et faisant ressortir sa raison sociale, son adresse et le cas échéant les pouvoirs délégués aux signataires ;
2. l'accord du binôme proposé en qualité de commissaire aux comptes suppléant ;
3. les attestations d'inscription à l'ONECCA du candidat titulaire, de l'expert-comptable signataire proposé pour le mandat ainsi que du candidat suppléant ;
4. les agréments CEMAC du candidat titulaire, de l'expert-comptable signataire proposé pour le mandat ainsi que du candidat suppléant ;
5. une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du Tribunal compétent pour le candidat titulaire ;
6. une attestation de conformité fiscale du candidat titulaire ;
7. une attestation certifiant que le candidat titulaire a satisfait ses obligations vis-à-vis de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ;
8. une attestation de non exclusion des marchés publics du candidat titulaire délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
9. une déclaration sur l'honneur d'absence de liens personnels, professionnels et financiers avec la SNI et plus généralement des incompatibilités au regard de l'article 697 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;
10. une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas exercé de mission de conseil, d'assistance ou de direction au sein de la SNI au cours des cinq (5) dernières années.

Il est précisé que l'absence de l'une des pièces ci-dessus entraîne l'irrecevabilité et par conséquent, le rejet pur et simple de la candidature.

4.2. Volume B (Dossier Technique)

Le dossier technique devra comprendre, exclusivement pour le candidat titulaire :

- présentation de la structure ;
- document décrivant sa compréhension de l'objet de la mission, l'approche et la méthodologie de travail proposées ainsi qu'un planning de réalisation de la mission ;
- quatre (4) références dans la réalisation des missions de commissariat aux comptes des entreprises financières ou publiques au moins (*première et dernière page de chaque contrat/lettre de mission avec l'attestation de bonne fin ou toute autre pièce pouvant justifier de la réalisation de la mission*) ;
- agrément COBAC du candidat titulaire en cours ou passé ;
- liste et qualification du personnel :
 - **un (01) chef de mission** : expert-comptable diplômé inscrit au tableau de l'ONECCA, ayant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le commissariat aux comptes et l'audit dans au moins quatre (4) entreprises publiques ou multinationales

au cours des cinq (5) dernières années (*curriculum vitae daté et signé et les copies certifiées conformes des diplômes, attestation de bonne fin de mission*) ;

▪ **deux (02) auditeurs :**

- **Auditeur**, Auditeur senior minimum Bacc+5, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'audit financier dans au moins quatre (4) entreprises financières au cours des cinq (5) dernières années ;
- **Auditeur IT**, Auditeur senior minimum Bacc+5, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'audit des systèmes d'information de 5 ans au moins dans l'audit des entreprises financières ;

▪ **six (06) experts :**

- **Expert-comptable** (diplôme d'expertise-comptable, maîtrise IFRS, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
- **Expert contrôle de gestion** (Bacc+5 contrôle de gestion, management, finance, banque, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
- **Expert fiscaliste** (Bacc+5 droit fiscal, comptabilité ou finance, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
- **Juriste des affaires** (Bacc+5 droit des affaires, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
- **Expert marchés publics** (Bacc+5 ou équivalent en passation des marchés, en économie ou en achat/logistique, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
- **Expert systèmes d'information** (Bacc+5 en informatique ou domaine connexe, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;

- attestations d'inscription au tableau de l'ordre des experts, le cas échéant ;
- observations et suggestions sur les termes de référence.

5- CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères ci-dessous :

5.1. Critères éliminatoires

- ✓ Fausse déclaration ou falsification des documents ;
- ✓ Absence d'agrément CEMAC en qualité de société d'expertise comptable ;
- ✓ Absence d'attestations d'inscription à l'ONECCA ;
- ✓ Absence de diplômes d'expertise comptable et d'inscriptions à l'ONECCA ;
- ✓ Absence de l'accord d'un candidat suppléant ;
- ✓ Note technique inférieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100).

5.2. Critères essentiels

N°	Critères	Points
I	PRESENTATION & METHODOLOGIE (30 points)	
	Présentation générale de de l'offre	
	Reliure	01
	Lisibilité et ordonnancement des pièces administratives et techniques	01
	Intercalaires en couleur	01

Présentation de la structure avec ses moyens matériels et logistiques		
Compréhension de la mission, observations sur les TDRs, qualité et pertinence de la proposition méthodologique		10
Siège social ou bureau de représentation au Cameroun (attestation de localisation)		01
Affiliation à un réseau international d'audit reconnu par IFAC ou Forum of Firms		05
Agrément COBAC du candidat titulaire		05
Matériel roulant d'intervention (au moins 2 véhicules avec carte grise)		02
Moyens logistiques, techniques, informatiques et matériels		01
Logiciels usuels (tableurs et traitement de texte)		01
Logiciel spécifique pour audit et commissariat aux comptes		02
II REFERENCES PROFESSIONNELLES (30 points)		
1 ^{ère} référence spécifique du candidat auprès d'une société financière dans la réalisation des missions de commissariat aux comptes , joindre obligatoirement les justificatifs (<i>lettre de mission signée et attestation de bonne fin datant de moins de trois ans</i>)		7,5
2 ^{ème} référence du candidat dans la réalisation des missions de commissariat aux comptes ou d'audit dans une société financière , joindre obligatoirement les justificatifs (<i>lettre de mission signée et attestation de bonne fin datant de moins de trois ans</i>)		7,5
3 ^{ème} référence du candidat dans la réalisation des missions de commissariat aux comptes ou d'audit dans une entreprise publique joindre obligatoirement les justificatifs (<i>1^{ère} et dernière page du marché signé et attestation de bonne fin datant de moins de trois ans</i>)		7,5
4 ^{ème} référence du candidat dans la réalisation des missions de commissariat aux comptes ou d'audit dans une entreprise publique joindre obligatoirement les justificatifs (<i>1^{ère} et dernière page du marché signé et attestation de bonne fin datant de moins de trois ans</i>)		7,5
III PERSONNEL CLE & QUALIFICATIONS (30 points)		
Un chef de mission , Expert-comptable diplômé, agréé par la CEMAC et inscrit à l'ONECCA, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans la conduite des missions d'audit et de commissariat aux comptes dans au moins quatre (4) entreprises publiques ou multinationales au cours des cinq (5) dernières années		04
Un Auditeur , Auditeur senior minimum Bacc+5, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'audit financier dans au moins quatre (4) entreprises financières au cours des cinq (5) dernières années		04
Un Auditeur IT , Auditeur senior minimum Bacc+5, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'audit des systèmes d'information et 5 ans au moins dans l'audit des entreprises financières		04
Expert-comptable (diplôme d'expertise-comptable, maîtrise IFRS, ayant au moins 10ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires)		03
Expert contrôle de gestion (Bacc+5 en contrôle de gestion, management, finance, banque, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires)		03
Expert fiscaliste (Bacc+5 droit fiscal, comptabilité ou finance, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires)		03
Juriste des affaires (Bacc+5 droit des affaires, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires)		03
Expert marchés publics (Bacc+5 ou équivalent en passation des marchés, en économie ou en achat/logistique, ayant au moins 05 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires)		03

	Expert en systèmes d'information (Bacc+5 en informatique ou domaine connexe, avec une spécialisation en sécurité, réseau ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires	03
IV	INDEPENDANCE ET ABSENCE DE CONFLIT (10 points)	
	Déclaration sur l'honneur d'absence de liens personnels, financiers et professionnels avec la SNI et des incompatibilités au regard de l'article 697 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE	05
	Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas exercé de mission de conseil, d'assistance ou de direction au sein de la SNI au cours des 5 dernières années	05
	TOTAL	100

Seuls les candidats ayant obtenu une note technique minimale de soixante-quinze (75) points sur cent (100), seront retenus à l'Appel d'Offres Restreint qui sera lancé à la suite de cette pré-qualification.

6- DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERET

Les manifestations d'intérêt rédigées en français ou en anglais doivent être produites en quatre (4) exemplaires, dont l'original et trois (3) copies marquées comme tels dans une enveloppe fermée et scellée ne comprenant ni cachet, ni indication sur l'identité du candidat. Elles devront parvenir au secrétariat de la Direction des Affaires Générales de la SNI, porte 129 de l'Immeuble Siège de la SNI, téléphone 222 22 44 22, BP 423 YAOUNDE, au plus tard le 13 MAI 2026 à 10 heures, heure locale. Elles porteront la mention :

**« AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET INTERNATIONAL
N°002 /SNI/DG/DFR/DAG/DAG.A/ALM/COM/26
EN VUE DE LA SÉLECTION PAR APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT
DE DEUX COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET DE DEUX COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUPPLEANTS
A LA SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT (SNI) »**

7- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du secrétariat de la Direction des Affaires Générales (porte 129 Immeuble siège SNI), téléphone : 222 22 44 22 ou par mail sni@sni.cm.

8- PUBLICATION DES RESULTATS

Le Directeur Général de la SNI publiera par voie de communiqué, la liste des candidats présélectionnés à qui il adressera le Dossier d'Appel d'Offres Restreint pour la réalisation des prestations sollicitées. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un candidat n'implique aucune obligation de l'inclure dans la liste restreinte.

AMPLIATIONS :

- ARMP
- Affichage
- Archives



NOTICE OF INTERNATIONAL CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

N° 002 /SNI/DG/DFR/DAG/DAG.A/ALM/COM/26

FOR THE PRE-QUALIFICATION FOR THE SELECTION BY RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS OF TWO STATUTORY AUDITORS AND TWO ALTERNATE STATUTORY AUDITORS AT THE NATIONAL INVESTMENT CORPORATION (SNI)

1- CONTEXT AND PURPOSE

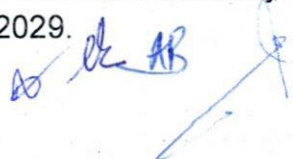
The National Investment Corporation (SNI) is a public corporation whose sole shareholder is the State of Cameroon. Its primary mission is to mobilize and channel financing towards productive investment, promote investment, and monitor and evaluate public enterprises and companies with public participation.

In accordance with Article 53 of Decree No. 2024/292 of 10 July 2024, approving the Articles of Association of the SNI, the General Assembly appoints two joint statutory auditors, upon the recommendation of the Board of Directors, following a selection process through a call for applications. Article 31, paragraph 2 of Decree No. 2019/320 of 19 June 2019 to lay down conditions for implementing some provisions of Laws No. 2017/010 and 2017/011 of 12 July 2017 to lay down the general rules and regulations governing public establishments and public corporations, stipulates that auditors are appointed following a selection process after a call for applications conducted by the General Manager.

According to Article 702 of the OHADA Uniform Act relating to the law of commercial companies and economic interest groups, which requires public limited companies to appoint as many alternate auditors as there are auditors, the SNI, required to appoint two auditors, must appoint two statutory auditors and two alternate auditors.

The auditors' mission will consist of audit of annual financial statements and consolidated financial statements and other specific verifications provided for by the OHADA Uniform Act relating to the law of commercial companies and economic interest groups, Law N°2017/011 of 12 July 2017 to lay down the general rules and regulations governing public corporations and professional standards.

To this end, the General Manager of SNI hereby launches a Request for Expression of Interest for the prequalification of Interest from accounting firms for the recruitment of two statutory auditors and two alternate statutory auditors for a six (6) year term covering the fiscal years from 2024 to 2029.



Candidates selected at the end of the process as statutory auditors will be required, by regulatory deadlines, to submit reports and certificates (1) and to fulfill all obligations (2) prescribed by the laws and regulations in force in Cameroon and applicable to SNI.

2- SCOPE OF WORKS

The services covered by this Request for Expressions of Interest relate to the audit of SNI's financial statements in accordance with international auditing standards applicable to public companies in the Republic of Cameroon, specifically:

- the certification of individual annual financial statements;
- the review of the interim financial statements;
- the certification of the consolidated financial statements.

Specifically, the statutory auditors will be required to ensure:

- the accuracy and regularity of the financial statements;
- the effectiveness of the internal control system structure, i.e., SNI's ability to prepare reliable financial statements, maintain comprehensive accounting of all transactions, and safeguard its assets;
- the compliance with procurement procedures;
- the quality of contract management for contracts concluded with various third parties;
- the compliance of the execution of activities with regulatory requirements relating to the certification of accounts and the reporting to be submitted to the various interested bodies (Board of Directors, Ministry of Finance, COBAC, etc.);
- the compliance of expenditures with the forecasts for which the funds were allocated;
- the compliance with regulations and procedures, as well as the efficient, effective, and economical use of resources.

The statutory auditors will be required to submit to the management bodies of the SNI and to the Minister of Finance at least once a year a general report on the financial statements and the special reports required by applicable regulations enforced. They will be required also to submit to the General Manager a report on internal control.

The statutory auditors will issue any attestation required by an authorized third party.

3- ELIGIBILITY

Participation in this Call for Expressions of Interest is open to accounting firms accredited by the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) and registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon (ONECCA). Applications must be submitted as a pair consisting of a lead auditor and an alternate auditor. Candidates for the position of statutory auditor must be able to demonstrate accreditation from the Central African Banking Commission (COBAC), at least ten (10) years of experience, and a proven track record in auditing and overseeing large financial institutions. They must also demonstrate proficiency in IFRS standards, experience in auditing consolidated financial statements, and experience in auditing investment funds.

4- APPLICATION DOCUMENTS

Applicants shall provide the following documents, organized into two (02) volumes:

4.1. Volume A (Administrative Documents)

Volume A includes the following documents, either originals or certified copies, dated within the last three (3) months and valid for the current fiscal year:

1. a cover letter duly signed by the candidate, stating the candidate's company name, address, and, if applicable, the powers delegated to the signatories;
2. the agreement of the proposed pair serving as alternate auditors;
3. certificates of registration with ONECCA for the principal candidate, the certified public accountant proposed as signatory for the term, and the alternate candidate;
4. CEMAC accreditations for the principal candidate, the certified public accountant proposed as signatory for the term, and the alternate candidate;
5. a certificate of non-bankruptcy issued by the Clerk's Office of the competent court for the principal candidate;
6. a certificate of tax compliance for the principal candidate;
7. a certificate attesting that the principal candidate has fulfilled their obligations to the National Social Security Fund (CNPS);
8. a certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP) for the primary candidate;
9. a sworn statement affirming the absence of personal, professional, or financial ties with SNI and, more generally, the absence of any conflicts of interest under Article 697 of the OHADA Uniform Act on the Law of Commercial Companies and Economic Interest Groups (GIE);
10. a sworn statement that the candidate has not performed any advisory, assistance, or management duties within SNI during the past five (5) years.

It is specified that the absence of any of the above documents will result in the application being deemed inadmissible and, consequently, in its outright rejection.

4.2. Volume B (Technical Proposal)

The technical proposal must include, exclusively for the bidder as statutory auditors:

- an overview of the organization;
- a document describing the bidder's understanding of the scope of the assignment, the proposed approach and methodology, and a timeline for completing the assignment;
- four (4) references attesting the completion of audit engagements for at least financial or public sector entities (*first and last pages of each contract/engagement letter with the certificate of completion or any other document proving the completion of the engagement*);
- Current or previous COBAC accreditation for the bidder as statutory auditors;
- List and qualifications of staff:
 - **One (1) Team Leader:** a chartered accountant registered with ONECCA, with at least ten (10) years of professional experience in statutory auditing and auditing at least four

(4) public or multinational companies over the past five (5) years (*dated and signed resume and certified copies of diplomas, certificate of completion*);

▪ **Two (2) Auditors:**

- **Auditor**, Senior Auditor with a minimum of a master's degree, having at least 10 years of professional experience in financial auditing at a minimum of four (4) financial institutions over the past five (5) years;
- **IT Auditor**, Senior Auditor (minimum 5 years of post-secondary education), with at least 10 years of professional experience in auditing information systems and at least 5 years in auditing financial institutions;

▪ **Six (6) Experts:**

- **Chartered Accountant** (CPA certification, proficiency in IFRS, with at least 10 years of professional experience in similar engagements);
- **Management Control Expert** (Master's degree in management control, management, finance, or banking, with at least 10 years of professional experience in similar engagements);
- **Tax expert** (Master's degree in tax law, accounting, or finance, with at least 10 years of professional experience in similar engagements);
- **Business Lawyer** (Master's degree in business law, with at least 10 years of professional experience in similar assignments);
- **Public Procurement Expert** (Master's degree or equivalent in procurement, economics, or purchasing/logistics, with at least 5 years of professional experience in similar assignments);
- **Information Systems Expert** (Master's degree in computer science or a related field, with at least 5 years of professional experience in similar assignments);

- Certificates of registration with the professional association of experts, if applicable;
- Comments and suggestions regarding the terms of reference.

5- EVALUATION CRITERIA

The evaluation of the technical bids quality shall be done according to the following criteria:

5.1. Eliminary criteria (disqualifying)

- ✓ False statements or falsification of documents;
- ✓ Lack of CEMAC accreditation as a chartered accountant or accounting firm;
- ✓ Lack of proof of registration with ONECCA;
- ✓ Lack of accounting degrees and ONECCA registrations;
- ✓ Lack of agreement from an alternate candidate;
- ✓ Technical score below seventy-five (75) points out of one hundred (100).

5.2. Essential criteria

N°	Criteria	Points
I	PRESENTATION & METHODOLOGY (30 points)	
	General presentation of the bid	
	Binding of the tender offer	01
	Legibility and organization of bid documents according to tender request	01
	Colors dividers	01



	Presentation of the firm, including its material and logistical resources	
	Understanding of the assignment, comments on the Terms of Reference, quality and relevance of the methodological proposal	10
	Headquarters or representative office in Cameroon (proof of location)	01
	Membership in an international audit network recognized by IFAC or the Forum of Firms	05
	COBAC accreditation of the lead candidate as statutory auditor	05
	Rolling intervention equipment (at least 2 liaison vehicles with registration certificate)	02
	Logistical, technical, IT and material resources	01
	Standard software (spreadsheets and word processing)	01
	Specific software for auditing and statutory audit	02
II	PROFESSIONAL REFERENCES (30 points)	
	1st specific reference from the firm/consultant to a financial company in carrying out missions in the field of statutory auditing, mandatory attachment of supporting documents (<i>signed mission letter and certificate of successful completion dated less than three years ago</i>)	7.5
	2nd reference from the firm/consultant in carrying out missions in the field of auditing a financial company, must attach supporting documents (<i>signed mission letter and certificate of successful completion dated less than three years ago</i>)	7.5
	3rd reference of the firm/consultant in the performance of missions in the field of auditing of a public company, mandatory attachment of supporting documents (<i>1st and last page of the signed contract and certificate of successful completion dating back less than three years</i>)	7.5
	4th reference of the firm/consultant in carrying out missions in the field of auditing a public company, must attach supporting documents (<i>1st and last page of the signed contract and certificate of successful completion dating back less than three years</i>)	7.5
III	KEY PERSONNEL & QUALIFICATIONS (30 points)	
	An Team Leader , certified chartered accountant, accredited by CEMAC and registered with ONECCA, with at least 10 years of professional experience in conducting audit and statutory audit engagements at least four (4) public or multinational companies over the past five (5) years	04
	An Auditor , a Senior Auditor with a minimum of a master's degree, having at least 10 years of professional experience in financial auditing at least four (4) financial institutions over the past five (5) years	04
	An IT Auditor , Senior Auditor (minimum 5 years of post-secondary education), with at least 10 years of professional experience in auditing information systems and at least 5 years in auditing financial companies	04
	A Chartered Accountant (CPA certification, proficiency in IFRS, with at least 10 years of professional experience in similar engagements)	03
	A Management control expert (Master's degree in management control, management, finance, or banking, with at least 10 years of professional experience in similar assignments)	03
	A Tax expert (Master's degree in tax law, accounting, or finance, with at least 10 years of professional experience in similar assignments)	03
	A Business lawyer (Master's degree in business law, with at least 10 years of professional experience in similar roles)	03
	A Public procurement expert (Master's degree or equivalent in procurement, economics, or purchasing/logistics, with at least 5 years of professional experience in similar roles)	03

	Information Systems Expert (Master's degree in computer science or a related field, with a specialization in security and networking, and at least 5 years of professional experience in similar roles)	03
IV	INDEPENDENCE AND ABSENCE OF CONFLICT (10 points)	
	Sworn statement declaring the absence of personal, financial, or professional ties with SNI and the absence of conflicts of interest under Article 697 of the OHADA Uniform Act on the Law of Commercial Companies and Economic Interest Groups	05
	Sworn statement that the applicant has not performed any advisory, assistance, or management duties within SNI during the past 5 years	05
	TOTAL	100

Only candidates who have obtained a minimum technical score of seventy-five (75) out of one hundred (100) will be selected for the restricted tender to be issued following this prequalification.

6- SUBMISSION OF BIDS

Bids written in French or English must be submitted in four (4) copies, including one (1) original and three (3) copies labeled as such in a closed and sealed envelope shall bear neither a stamp nor the candidate identity. Bids should reach the SNI the General Affairs Division at the SNI Headquarters, (Door N° 129) not later than 13 MAI 2026, and shall be labeled as follows:

**“NOTICE OF INTERNATIONAL CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
N°002/SNI/DG/DFR/DAG/DAG.A/ALM/COM/26
FOR THE SELECTION BY RESTRICTED INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS OF
ACCOUNTING FIRMS TO SERVE AS STATUTORY AUDITORS AND ALTERNATE AUDITORS
AT THE NATIONAL INVESTMENT CORPORATION (SNI)”**

7- FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours, from the secretariat of the General Affairs Division at the SNI Headquarters, (Door 129, SNI Headquarters Building), by phone at 222 22 44 2, Email: sni@sni.cm.

8- PUBLICATION OF RESULTS

The General Manager of SNI will publish, via a press release, the list of shortlisted candidates to whom he will send the Restricted Request for Proposals for the provision of the requested services. It should be noted that a candidate's expression of interest does not imply any obligation to include them on the shortlist.

COPY:

- ARMP
- Billboard
- Archives



Le Directeur Général
Yame YAOU Aissalou

Société Anonyme à capital public
Située rue Many Ewondo
B.P. 423 Yaoundé - Cameroun
Capital Social : 26 134 830.000 F CFA
Tél.: (237) 222 22 44 22 - Fax : (237) 222 23 13 32
Courriel : sni@sni.cm - Site Web : www.sni.cm
N° Contr.: M126400000805P - RC/YAO/2006/B/1503

State Owned Public Limited Company
Located rue Many Ewondo
P.O. Box 423 Yaoundé - Cameroon
Share Capital: 26 134 830,000 CFA F
Tel.: (237) 222 22 44 22 - Fax: (237) 222 23 13 32
Email: sni@sni.cm - Website: www.sni.cm
Tax ID N° : M126400000805P - RC/YAO/2006/B/1503